



LÉGATION DE SUISSE  
EN  
TCHÉCOSLOVAQUIE

PRAGUE le 14 juillet 1947.

No 9.

Réf.: { notre 141-1-0/PFB/Mb.  
votre

Confidentiel.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Par ma lettre du 8 de ce mois, j'ai eu l'honneur de vous mettre brièvement au courant des réactions suscitées en Tchécoslovaquie par l'invitation que la France et la Grande Bretagne avaient adressée au Gouvernement tchécoslovaque de participer à la conférence de Paris sur le plan Marshall.

Depuis lors, la question a été tranchée et vous aurez appris par la radio du 10 juillet et par les journaux du lendemain que le Gouvernement tchécoslovaque qui avait d'abord accepté l'invitation, sous certaine réserve il est vrai, l'a maintenant définitivement déclinée.

Je n'avais pas jugé nécessaire de vous câbler à ce sujet car - la délégation tchécoslovaque qui s'était rendue à Moscou pour discuter le fond de la question n'était pas encore de retour - aucun élément nouveau ne pouvait être ajouté au communiqué radiodiffusé le soir même où la décision fut prise à l'unanimité par le Conseil des ministres.

La nouvelle a produit ici l'effet d'une bombe. Tout le monde, même les communistes, avait espéré que la Tchécoslovaquie serait représentée à Paris; ainsi que j'ai eu l'occasion de vous le signaler, le plan Marshall constituait

Monsieur Max P e t i t p i e r r e ,  
Conseiller fédéral,  
Chef du Département politique fédéral,

B e r n e .



- 2 -

pour ce pays l'ultime chance d'obtenir l'aide financière dont elle a un si urgent besoin et qu'elle a sollicitée en vain jusqu'ici.

Le fait même d'avoir accepté en principe l'invitation à la Conférence de Paris est considéré dans les milieux diplomatiques de Prague comme un acte de courage et une démonstration d'indépendance de la part du Gouvernement tchécoslovaque. On admet que la décision fut prise sans en référer à Moscou et dans l'intention de mettre l'URSS devant un fait accompli. Mais cette dernière a immédiatement réagi en invitant le Gouvernement tchécoslovaque à venir s'expliquer; on lui aurait fait comprendre que son attitude était contraire aux engagements pris non seulement envers l'URSS mais aussi envers la Yougoslavie et la Pologne.

Il n'est pas possible, pour l'instant, de savoir quels arguments ont été invoqués par le Kremlin ou quels moyens de pression auraient été employés pour contraindre le Gouvernement tchécoslovaque à revenir sur sa décision. Même les personnes connues pour leur pondération mettent à ce sujet les rumeurs les plus fantaisistes en circulation de sorte qu'il convient d'attendre qu'une indiscretion émanant de milieux officiels - qui gardent pour le moment un mutisme complet - soulève un coin du voile qui couvre les entretiens de Moscou.

On peut facilement imaginer combien la délégation tchécoslovaque, présidée par M. Gottwald, a dû se sentir humiliée et avec combien d'amertume le Conseil des Ministres a dû se résigner à révoquer une décision qui eut d'ailleurs un retentissement favorable dans la presse européenne.

- 3 -

En revanche, tout le monde est d'accord que l'URSS a saisi l'occasion pour démontrer à ses satellites qu'elle ne tolère pas que l'un d'entre eux cherche à se soustraire aux directives dictées par elle.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

*D. Müller*